



Lundi 15 Septembre 2025

Pour dégager la politique antisociale en faveur des riches et des patrons

Le 18 septembre tous en grève... et après on continue !

Le 10 septembre, nous étions plusieurs centaines de milliers sur les blocages, dans les rassemblements et les manifestations. Ni les 80 000 flics de Retailleau, ni la nomination express de Lecornu après le hara-kiri de Bayrou n'ont désamorcé la colère, au contraire.

Le 10 septembre : un très bon début !

Des milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes ont fait grève, dans la santé, dans l'éducation, à la SNCF, mais aussi dans des petites entreprises, sans attendre les consignes des syndicats.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le pays, des milliers se sont réunies en assemblées sur les places pour discuter des suites. Partout, ce sont aussi les jeunes qui ont rejoint les manifs. Au moins 150 lycées étaient bloqués, et si les campus sont restés sages c'est parce que la rentrée universitaire n'avait pas encore eu lieu. Une jeunesse désobéissante et spontanée est une force. C'est à ses côtés, qu'il faudra lutter.

Samedi 13, des manifestations ont aussi eu lieu. C'est un mouvement qui naît, par en bas, qui exprime la colère profonde des classes populaires.

Les ministres passent, le programme reste

Car les patrons attendent de Lecornu qu'il continue la politique de ses prédécesseurs : nous faire payer la « dette » en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... Pendant que les patrons empochent 211 milliards annuels de subventions et exonérations – et même 270 milliards selon un livre qui vient de paraître –, et l'explosion du budget de l'armée profite aux Dassault, Safran, Thalès et autres.

Même agrémenté de quelques « concessions » pour acheter le soutien d'un Parti socialiste qui ne demande pas mieux – comme le renoncement, annoncé ce week-end, à nous voler deux jours fériés – c'est un budget de guerre sociale et de guerre tout court... porté par l'ancien ministre des Armées, tout un symbole !

Nouvelle loterie électorale ?

Tout le petit monde politique frétille à l'idée de nouvelles élections. À droite, le parti le plus anti-ouvrier, le RN, dont les dirigeants fréquentent et apprécient Lecornu, réclame, pour faire bien, de nouvelles élections législatives, en espérant y glaner plus de députés et arriver aux manettes pour s'en prendre davantage encore aux services publics, aux travailleurs immigrés, puis à tous les travailleurs. À gauche, PS, PCF et Verts entrent dans des mécanos visant éventuellement à soutenir le gouvernement, en mettant des « conditions ». La belle affaire !

La France insoumise appelle à « bloquer le pays » pour mettre en avant la « destitution » de Macron. Mais c'est encore détourner la colère vers les solutions électorales et institutionnelles. Un autre gouvernement, avec ou sans Macron, en laissant au pouvoir ceux qui nous exploitent, ne pourra rien amener de bon pour la classe ouvrière et la jeunesse.

Tous et toutes en grève le 18, généralisons les grèves !

Pour imposer une autre politique, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Il faudra bloquer le pays et le moyen le plus efficace d'y parvenir, c'est la grève ! Si les travailleurs cessent le travail, plus rien ne tourne et la machine à profits se grippe. C'est par la grève qu'on s'attaque à la minorité d'exploiteurs qui décident de tout. C'est par la grève qu'on pourra dégager la politique patronale et avec elle toute la société capitaliste, qui entraîne misère et guerre, exploitation, oppressions et racisme.

Alors, soyons en grève le 18... et après ! Soyons aussi massivement dans la rue pour que tout le monde voie notre force. Discutons entre nous dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, sans nous en remettre aux politiciens et aux appareils syndicaux.

Un premier débrayage

Montage, HC1, jeudi dernier, les salariés ont débrayé contre les postes surchargés, notamment aux faisceaux. Face aux grévistes, la hiérarchie était en panique, la chaîne s'est arrêtée sur HC1 et HC2. Ce n'est qu'un premier coup de pression des salariés, bien déterminés à se faire respecter.

Ça baisse... mais ça augmente ?

La cadence officiellement baisse. Dans la réalité, ça ne se sent pas, en même temps la direction retire des salariés des lignes dans tous les bâtiments et augmente la polyvalence... donc la surcharge des postes devient insupportable. D'autant plus révoltant que la direction veut fermer l'usine dans moins de 2 ans. À quoi ça sert de courir alors qu'elle va nous mettre tous à la porte ?

La direction aiguise ses couteaux, et nous ?

Chômage semaine 44 ? Combien de semaines d'arrêt en décembre et janvier ? Passage à une équipe au printemps ou avant ? Aucun salarié ne connaît le calendrier des massacres des postes que prépare la direction mais on sait qu'elle veut nous dégager avec pas grand-chose et sera sans pitié pour garder ses profits.

Elle attaque méthodiquement. Nous aussi, nous devrions nous préparer : réfléchir tous à notre avenir, ça devient urgent, discutons ensemble pour imposer des garanties à la direction sur nos emplois et nos salaires !

Révoltant !

Montage, un cariste, qui avait près de 30 ans de boîte, a été licencié. La direction l'accuse sans aucune preuve d'avoir fait tomber des bacs. Son but est d'essayer de faire peur chez les caristes et dans l'usine. Elle a surtout réussi à provoquer une forte colère face à ses pratiques dictatoriales. On n'est pas près d'oublier.

Déménagement avant destruction

Dans quelques semaines, les salariés du Parc à Vide (Veolia et Stellantis) vont partir pour aller au B3. La direction prépare la destruction du Parc à Vide et du B1 pour mieux vendre le terrain au PSG. Elle veut en profiter pour détruire aussi des postes. Attaqués ensemble, de Stellantis ou Veolia, nous avons encore plus de raisons de nous battre ensemble !

Valeo : en lutte pour des garanties !

Pendant quatre jours, la semaine dernière, les salariés de l'équipementier automobile Valeo Mondeville près de Caen ont fait grève pour exiger des garanties sur l'emploi, la paie et les conditions de travail.

Le groupe Valeo veut vendre ce site à un autre équipementier Sinopec. « Belle aventure ! », selon la direction. « On n'est pas des aventuriers ! », ont répondu les salariés. Leur grève empêchait l'envoi de capteurs pour la fabrication de véhicules, notamment Stellantis. Une menace d'intervention des CRS et la justice au secours du patron ont fait lever piquet. Cette bataille en appelle d'autres, pas juste site par site, mais tous ensemble.

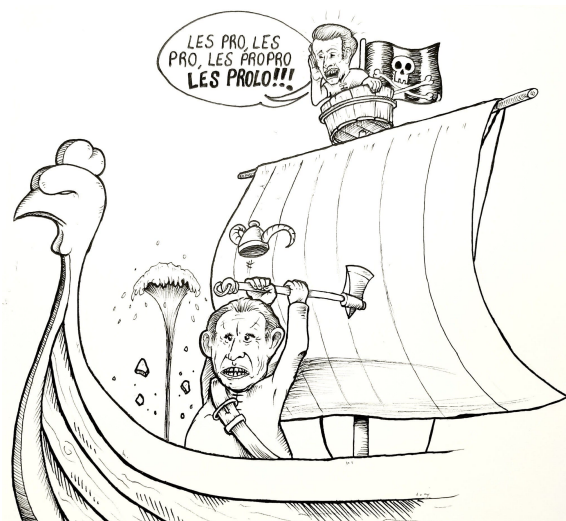
Des familles en or dur

Le magazine *Challenges* a publié son Top 500 des fortunes françaises. Côté du secteur automobile : la famille Peugeot est 44^e avec 2,7 milliards d'euros, la famille Michelin 81^e avec 1,6 milliards et la famille Burrelle qui possède OP Mobility (ex-Plastic Omnium) 151^e avec 925 millions... À la tête de ces familles il y a des héritiers qui se sont juste donné la peine de naître avec une cuillère en argent dans la bouche.

Il n'y a aucune crise pour ces familles bourgeoises. De notre côté : petits salaires et licenciements massifs.

Le parrain John Elkann évite la case prison

Le président de Stellantis et héritier Fiat John Elkann a négocié avec la justice italienne une peine de un an de travaux d'intérêt général et un paiement de 183 millions d'euros pour clore une affaire de fraude à l'héritage (un milliard d'euros de biens n'aurait pas été déclaré après le décès du grand-père, c'est sa propre mère qui a porté plainte contre lui). C'était ça ou la prison ? La justice lui a laissé le choix... bien d'autres auraient fini au trou. Et maintenant : ce voyou va nettoyer les murs sales de Turin ou s'occuper des anciens ? Mais est-il capable de faire quelque chose de ses 10 doigts ?



Ceux qui se gavent et pleurent la bouche pleine

Dans un communiqué commun publié le 4 septembre, les dirigeants des fabricants de batteries Verkor, ACC et PowerCo réclament encore des subventions à la Commission européenne.

Verkor et ACC ont déjà reçu 850 millions d'euros pour les projets européens. Prétextant la concurrence américaine et chinoise, ils revendiquent maintenant « 1 milliard d'euros pour l'accompagnement au démarrage [...], 1,8 milliard d'euros pour les trois premières années de production, conditionnés aux volumes produits [...] et des financements complémentaires entre 2028 et 2030 afin de garantir la compétitivité à long terme ». Sinon, comme d'habitude : chantage à la désindustrialisation et à la délocalisation.

Tout ça, sans la moindre garantie sur l'emploi ! Bayrou, Lecornu et tous leurs homologues européens nous parlent de payer leurs budgets : voilà ceux qui les vident et se gavent allègrement.